

**Arrêté complémentaire  
N° 1122-23-20-106  
Augros Cosmetic Packaging à Val au Perche**

Le préfet de l'Orne,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

**Vu** le livre V du code de l'environnement, et notamment la section 1 du livre 5, les articles L. 181-14, L. 181-45 et L. 181-46 ;

**Vu** le Code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L.231-1 à L.231-6 ;

**Vu** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 12 janvier 2022 nommant monsieur Sébastien JALLET préfet de l'Orne ;

**Vu** le décret du 8 novembre 2023 nommant monsieur Yohan BLONDEL secrétaire général de la Préfecture de l'Orne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2023 portant délégation de signature à monsieur Yohan BLONDEL, secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 octobre 2018 complété le 12 février 2020, délivré à la société Augros Cosmetic Packaging dont le siège social est situé Z.A. du Londeau – rue de l'Expansion – 61 000 Cerisé pour exploiter son établissement situé Z.A. La bruyère – 61 260 Val-au-Perche ;

**Vu** le rapport de l'inspection du 3 juillet 2023 en date du 4 octobre 2023 ;

**Vu** les observations de l'exploitant transmises par courriel du 20 octobre 2023 ;

**Considérant** que la société Augros Cosmetic Packaging exploite une usine d'application de revêtement (peinture et vernis) sur des supports d'emballage soumise à autorisation au titre des ICPE sur la commune de Val-au-Perche ;

**Considérant** les nombreuses plaintes, déposées par les riverains depuis plusieurs années, liées aux odeurs et aux dépôts de poussières dans l'environnement immédiat du site exploité par la société Augros Cosmetic Packaging ;

**Considérant** que les résultats de l'autosurveillance des rejets canalisés mettent en évidence le non-respect des valeurs limites d'émission en composés organiques volatils (COV) prescrites à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2018 susvisé ;

**Considérant** que le niveau d'émission annuel cible (soit la valeur de 0,856 kg COV émis par kg d'extrait sec) imposé par l'article précité de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2018 a toujours été dépassé ;

**Considérant** que l'étude Atmo Normandie réalisée en 2022 sur la commune de Val-au-Perche (rapport « Surveillance des odeurs, des composés organiques volatils et des retombées de poussières sur la commune de Val-au-Perche / Février – Novembre 2022 » (rapport n°1140-014 de mars 2023)) met en évidence que la société Augros Cosmetic Packaging est à l'origine de nuisances olfactives dans son environnement proche ;

**Considérant** que les émissions atmosphériques en COV du site nécessitent d'être récupérées ou traitées afin d'en réduire les effets sur l'environnement et la population riveraine ;

**Considérant** que les résultats de l'autosurveillance des rejets canalisés mettent également en évidence le non-respect des valeurs limites d'émission en ce qui concerne les poussières pour certains émissaires lors des campagnes de surveillance en 2022 ;

**Considérant** que cette situation nécessite :

- de prescrire une surveillance environnementale en ce qui concerne les odeurs émises par les installations ;
- de prescrire une surveillance des retombées de poussières dans l'environnement autour du site ;

**Considérant** que les dispositions de l'article L.181-14 du Code de l'environnement qui prévoient que l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 ;

**Considérant** les dispositions de l'article R.181-45 qui prévoient que les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L.181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires ;

**Considérant** que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance de la société Augros Cosmetic Packaging conformément aux dispositions du code de l'environnement ;

**Considérant** que la société Augros sollicite, dans son courriel du 20 octobre 2023, la possibilité de ne pas mettre en place de surveillance environnementale concernant les odeurs et les retombées de poussières, car l'exploitant souhaite préalablement démontrer les gains effectifs en matière de nuisances olfactives et de retombées de poussières à partir des actions engagées ;

**Considérant** qu'indépendamment des actions engagées par l'exploitant afin de réduire les émissions de poussières et d'odeurs, cette surveillance est nécessaire d'une part, en raison des nuisances récurrentes dont font état les riverains et d'autre part, pour évaluer l'efficacité des actions de réduction précitées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

### Article 1 – Objet de l'arrêté

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2018 modifié susvisé, autorisant la société Augros Cosmetic Packaging à exploiter des installations de traitements de surfaces implantées Z.A. La bruyère à Val-au-perche, sont modifiées par le présent arrêté.

### Article 2 – Autosurveillance des émissions atmosphériques

Les prescriptions suivantes de l'article 10.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2018 modifié susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

#### « Article 10.2.1.2 – Autosurveillance des émissions par mesures

*Des mesures des émissions de composés organiques volatils (COV) et de poussières sont effectuées 1 fois par an. Ces mesures concernent les conduits numérotés de 1 à 28 à l'article 3.2.2. Elles sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.*

*Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant la réception du rapport du laboratoire, accompagnés de l'ensemble des éléments d'appréciation.*

*Des mesures des émissions de composés organiques volatils et de poussières sont effectuées aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau d'émissions générées ».*

### Article 3 – Autosurveillance des émissions atmosphériques

Les prescriptions suivantes de l'article 10.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2018 modifié susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

#### « Article 10.2.1.2 – Autosurveillance des émissions par bilan

*L'évaluation des émissions par bilan porte sur les polluants suivants :*

<i>Paramètre</i>	<i>Type de mesures ou d'estimation</i>	<i>Fréquence</i>
<i>Composés organiques volatils non méthaniques (COVNM)</i>	<i>Plan de gestion de solvant Actualisation du schéma de maîtrise des émissions (SME)</i>	<i>Annuelle</i>

### Article 4 – Autosurveillance des émissions atmosphériques

Les prescriptions de l'article 10.2.1 de l'arrêté préfectoral l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2018 modifié susvisé sont complétées par les prescriptions suivantes :

#### « Article 10.2.1.3 – Surveillance des retombées de poussières

*Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques*

*Sous un délai inférieur à 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.*

Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point témoin au moins situé dans une zone non exposée, est intégré au suivi permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu.

Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans un dossier de porter à connaissance à transmettre à l'inspection des installations classées sous un délai inférieur à 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Le respect de la norme NF X 43-007 (2008) - méthode des plaquettes de dépôt - et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu par une station météorologique propre au site. Les données météo sont enregistrées et sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées durant une période minimale de 18 mois.

L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.

## **Article 5 – Autosurveillance des émissions atmosphériques**

Les prescriptions de l'article 10.2.1 de l'arrêté préfectoral l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2018 modifié susvisé sont complétées par les prescriptions suivantes :

### **« Article 10.2.1.4 – Odeurs et nuisances olfactives »**

L'exploitant propose à l'inspection des installations classées, dans un délai de 3 mois, une méthodologie de surveillance des odeurs provenant de ses installations. Cette surveillance a pour objectifs :

- de pouvoir rechercher et agir rapidement en cas de signalement de nuisances dans l'environnement du site par les riverains ;
- d'évaluer l'évolution des nuisances par rapport à la situation caractérisée par Atmo Normandie dans son rapport « Surveillance des odeurs, des composés organiques volatils et des retombées de poussières sur la commune de Val-au-Perche / Février – Novembre 2022 » (rapport n°1140-014 de mars 2023) ;
- d'aider à la mise en œuvre de mesures de réduction des nuisances olfactives provenant de l'exploitation des installations. »

## **Article 6 – Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Caen :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- l'affichage en mairie desdits actes dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R. 181-44 ; cette publication est réalisée par le représentant de l'État dans le département dans un délai de quinze jours à compter de son adoption.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 7 : Notification**

Le présent arrêté sera notifié par courrier recommandé avec accusé réception à la société AUGROS COSMETIC PACKAGING dont le site est situé : ZA La Bruyère, 61260 VAL-AU-PERCHE.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Orne pendant une durée minimale de deux mois.

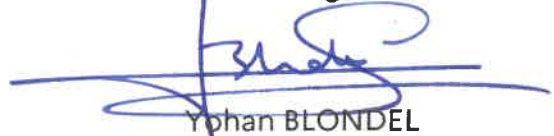
Il sera affiché en mairie par les soins du maire de Val au Perche pendant un mois au minimum. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et transmis au préfet de l'Orne.

#### **Article 8 : Exécution**

Le secrétaire général de la Préfecture de l'Orne, le maire de la commune de Val-au-Perche, ainsi que le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie (inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Alençon, le **06 DEC. 2021**

Pour le préfet,  
Le sous-préfet  
secrétaire général



Yohan BLONDEL